

100
jours
de
grève,
mépris,
résistance.



Manifestation nationale : 22 mai, 14h.
Place des Festivals, Montréal.
www.bloquonslahausse.com

100
jours
de
grève,
mépris,
résistance.



Manifestation nationale : 22 mai, 14h.
Place des Festivals, Montréal.
www.bloquonslahausse.com

LA GRÈVE EST ÉTUDIANTE, L'ÉDUCATION DEVRAIT ÊTRE À TOUT LE MONDE !

Alors que se poursuit la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec, il semble qu'une partie de la population soit de plus en plus défavorable aux revendications étudiantes. Pourtant, malgré ce que répètent constamment les journaux et la télé, les étudiantes et étudiants ne se battent pas simplement pour leurs poches.

En effet, pour la vaste majorité des grévistes qui mettent actuellement leur session en suspens, la hausse des frais de scolarité n'est qu'une partie du problème. Que ce soit contre l'ensemble de la hausse des frais de scolarité, ou pour les élèves de demain qui devront payer 80 % de plus pour accéder à l'université, tous affirment que l'éducation est un droit.

La population étudiante en grève se bat actuellement pour les familles de la classe moyenne et des classes populaires, pour les parents qui dans une majorité des cas devront déboursier de leurs poches – déjà presque à sec dans bien des cas – des frais supplémentaires.

Et malgré ce que les médias de masse et gouvernement Charest laissent entendre, notre but n'est pas non plus d'aller piger dans les poches des autres « contribuables ». Alors que l'élite politique, médiatique et financière cherche à monter les étudiantes et étudiants contre le reste de la population, il nous faut voir plus loin que leurs illusions. En effet, les grévistes veulent aller chercher de l'argent là où il y en a : d'abord dans les universités, ensuite dans les poches des grandes institutions financières.

À titre d'exemple, en réinstaurant la taxe sur le capital (taxe sur les profits des banques abolie par le gouvernement Charest en 2007) à 0,7%, on pourrait dégager 410 millions de revenus. Alors que les profits des banques sont explosent et que les finances publiques sont dans le rouge à cause de la crise financière, il faut se demander qui doit payer « juste part ».

À l'heure où Ottawa et Québec cherchent à faire payer à la majorité de la population la crise des finances publiques, il faut voir la grève étudiante comme la première vague d'un ras-le-bol des politiques qui favorisent les riches et le copinage. Il est temps de remettre de l'avant des mots tels que : solidarité, justice sociale et égalité. Il est temps de reprendre la rue. Le 22 mai, après plus de trois mois de grève, reprenons la rue !

**MANIFESTATION POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION,
LE 22 MAI À 14H À LA PLACE DES ARTS
ENSEMBLE, TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS, BLOQUONS LA HAUSSE!**

LA GRÈVE EST ÉTUDIANTE, L'ÉDUCATION DEVRAIT ÊTRE À TOUT LE MONDE !

Alors que se poursuit la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec, il semble qu'une partie de la population soit de plus en plus défavorable aux revendications étudiantes. Pourtant, malgré ce que répètent constamment les journaux et la télé, les étudiantes et étudiants ne se battent pas simplement pour leurs poches.

En effet, pour la vaste majorité des grévistes qui mettent actuellement leur session en suspens, la hausse des frais de scolarité n'est qu'une partie du problème. Que ce soit contre l'ensemble de la hausse des frais de scolarité, ou pour les élèves de demain qui devront payer 80 % de plus pour accéder à l'université, tous affirment que l'éducation est un droit.

La population étudiante en grève se bat actuellement pour les familles de la classe moyenne et des classes populaires, pour les parents qui dans une majorité des cas devront déboursier de leurs poches – déjà presque à sec dans bien des cas – des frais supplémentaires.

Et malgré ce que les médias de masse et gouvernement Charest laissent entendre, notre but n'est pas non plus d'aller piger dans les poches des autres « contribuables ». Alors que l'élite politique, médiatique et financière cherche à monter les étudiantes et étudiants contre le reste de la population, il nous faut voir plus loin que leurs illusions. En effet, les grévistes veulent aller chercher de l'argent là où il y en a : d'abord dans les universités, ensuite dans les poches des grandes institutions financières.

À titre d'exemple, en réinstaurant la taxe sur le capital (taxe sur les profits des banques abolie par le gouvernement Charest en 2007) à 0,7%, on pourrait dégager 410 millions de revenus. Alors que les profits des banques sont explosent et que les finances publiques sont dans le rouge à cause de la crise financière, il faut se demander qui doit payer « juste part ».

À l'heure où Ottawa et Québec cherchent à faire payer à la majorité de la population la crise des finances publiques, il faut voir la grève étudiante comme la première vague d'un ras-le-bol des politiques qui favorisent les riches et le copinage. Il est temps de remettre de l'avant des mots tels que : solidarité, justice sociale et égalité. Il est temps de reprendre la rue. Le 22 mai, après plus de trois mois de grève, reprenons la rue !

**MANIFESTATION POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION,
LE 22 MAI À 14H À LA PLACE DES ARTS
ENSEMBLE, TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS, BLOQUONS LA HAUSSE!**